

Ouvrir les yeux



DOSSIER DE PRESSE

contact : Martine Laplante (martine.laplante87@gmail.com 06 87 03 80 32

En janvier 2022, le film **Don't Look Up** dressait un parallèle évident et glaçant entre l'annonce de la chute prochaine d'une grande comète, qui va complètement ravager la Terre, et le dérèglement climatique avec ses conséquences catastrophiques sur nos vies.

À l'heure de la publication du 2ème volet du 6è rapport du GIEC, l'urgence climatique est désormais indéniable.

Mais au lieu de regarder la vérité en face et de prendre leurs responsabilités, les dirigeants politiques et les multinationales détournent délibérément le regard, voire sabotent tout espoir d'un avenir juste et soutenable.



C'est pour cela que les associations

ALTERNATIBA, ATTAC, la CGT Cheminots, Les Amis de la Terre,

la FSU-87 et la LPO appellent la population à ouvrir les yeux

et à descendre dans la rue partout en France

le 12 mars

**10h30 à Limoges, rassemblement
devant la Préfecture de Haute-Vienne**

SOMMAIRE -

page 1 : Appel du 12 mars / page 2 : Pour un débat démocratique sur le climat / page 3 : Jean Jouzel / page 4 : Valérie Masson-Delmotte / page 5 : Wolfgang Cramer / page 6 : Quelle est la position du gouvernement français ? / page 7 : RN147, débat public local / page 8 : la mort de l'hêtre aimé / page 9 : Dominique Bourg, Uchronie / page 10 : Médias et politiques se fichent du rapport du Giec

Présidentielle: 1400 chercheurs dénoncent «l'absence de débat démocratique» sur le climat¹

Dans une tribune parue le 1er février [sur le site de France Info](#), près de 1 400 chercheurs pressent les candidats à la présidentielle de s'exprimer sur ces sujets aussi essentiels que peu audibles pour l'heure. *«Nous constatons avec inquiétude l'absence de débat démocratique dans la campagne présidentielle sur les graves bouleversements en cours et à venir, qu'ils concernent le climat, l'océan, la biodiversité ou les pollutions»*, expliquent ces 1 398 chercheurs dans différentes disciplines (climatologues, océanographes, mathématiciens, économistes, philosophes, historiens...).

«Les défis qui nous attendent incluent la diminution des émissions de gaz à effet de serre et la préservation du vivant. Mais ils portent aussi sur la nature et le rythme de l'adaptation, la juste répartition des risques et des efforts, la solidarité entre générations ou entre territoires», soulignent encore ces chercheurs, dont les climatologues Valérie Masson-Delmotte et Christophe Cassou, tous deux membres du groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec), la géographe Magali Reghezza-Zitt, membre du Haut Conseil pour le climat (HCC) ou encore le président du Conseil scientifique du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) Luc Abbadie.

Ces défis concernent de multiples secteurs économiques et de la vie des Français, poursuivent-ils.

«Encore faut-il que les citoyens puissent décider en leur âme et conscience. Pour cela, les candidats et candidates à l'élection présidentielle doivent pouvoir s'exprimer, et donc être interrogés sur ces questions de fond», soulignent encore ces chercheurs. *«Alors que se multiplient les discours de l'inaction, il est plus que jamais essentiel de pouvoir délibérer sereinement sur les alternatives, les opportunités et les contraintes des différentes options envisagées.»*

¹ Libération, article du 1er février 2022

Ouvrir les yeux

Questions à Jean Jouzel ²:

L'accord de Paris, adopté en 2015, a été considéré comme un succès politique. Ses objectifs sont-ils toujours atteignables ?

Dans la forme initiale de la Convention climat, telle que pensée en 1992 au sommet de la Terre de Rio, l'idée était de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre pour stabiliser le climat, mais sans objectif chiffré. L'accord de Paris a au contraire fait preuve de bon sens en définissant une température moyenne à ne pas dépasser sur le long terme (limiter à 2°C, voire 1,5°C le réchauffement climatique).(...) Le rôle du Giec n'est pas de décider, mais d'élaborer des diagnostics. Les gouvernements annoncent un [objectif de neutralité carbone en 2050](#), mais on n'en prend pas le chemin... Au niveau mondial, il faudrait pour cela diminuer les émissions de 7 % par an.

J'entendais encore récemment un politique dire en substance « *nous trouverons des solutions à ce moment-là* ». Non ! Personne n'arrêtera l'élévation du niveau de la mer. Cette idée que l'on sera assez fort dans 30 ou 40 ans pour trouver des solutions est fautive. (...)

Justement, en 33 ans d'existence, l'influence du Giec a-t-elle changé ?

L'objectif du Giec est de donner aux décideurs politiques des éléments pour qu'ils prennent des décisions. Par exemple, l'accord de Paris s'appuie effectivement sur les enseignements du cinquième rapport du Giec. L'objectif est atteint dans les textes adoptés à l'issue de la Cop 21. Le rapport spécial du Giec sur [les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C](#) (2018), commandé par la conférence de Paris, défendait une neutralité carbone en 2050 ; 130 pays ont affiché un tel objectif. Quand elle voit la continuité entre ses diagnostics et les textes adoptés par le politique, la communauté scientifique se dit qu'elle n'a pas prêché dans le désert. Le problème, c'est qu'il y a ensuite un fossé entre les textes et les engagements réels.

L'Occident a-t-il une dette morale et juridique envers le monde ?

Je le pense. Mais c'est une dette sans retour, une dette que l'on ne peut pas rendre. En revanche, il faut aider les pays en développement à se développer sur un modèle sobre en carbone. Et non pas les « *laisser polluer à leur tour* », comme certains peuvent le défendre, ce qui augmentera encore les émissions de gaz à effet de serre. Les pays les plus riches doivent se mettre à tenir leurs engagements envers les pays en développement (100 milliards d'euros ont été promis pour la lutte contre le changement climatique).(...)

Précisément, la demande d'une « justice climatique » dans les politiques menées est de plus en plus forte...

Certains pays sont plus vulnérables que d'autres au réchauffement climatique. Souvent, ce sont des pays qui ont peu contribué à l'augmentation de l'effet de serre. Dans certains d'entre eux, le climat actuel n'est pas favorable au développement. On peut considérer que les pays développés ont alors un devoir d'aide. Mais la justice climatique rejoint aussi la question des inégalités sociales, accrues par le changement climatique. Dans un avis pour le Conseil économique, social et environnemental (Cese), la juriste Agnès Michelot et moi-même avons soulevé l'idée que les couches moins aisées de la population vont [subir davantage les conséquences du réchauffement climatique](#). Une canicule est difficile à vivre dans une grande métropole. Or, certaines personnes n'ont pas les moyens d'aller autre part. La justice climatique, c'est se demander comment faire pour que les plus pauvres ne soient pas touchés de plein fouet par le réchauffement climatique. Nous avons réalisé une proposition pour que toutes les mesures gouvernementales soient évaluées en fonction de leur impact sur les 20 % les plus pauvres. Il y a plusieurs pistes, comme l'isolation des logements, mais cela réclame des investissements.

² Article de La Vie, 26 octobre 2021

Ouvrir les yeux

Questions à Valérie Masson-Delmotte³

En quoi *Don't Look Up* reflète-t-il votre propre vécu, les difficultés rencontrées pour partager vos connaissances sur l'évolution du climat ?

Je pense que dans nos sociétés définies par les Lumières, la question de la place de la science n'est pas résolue et j'espère que ce film saura faire réfléchir à la manière dont nos sociétés et les médias traitent les informations scientifiques. J'y ai retrouvé les obstacles rencontrés, dans des moments d'échanges souvent trop courts, pour partager mes connaissances avec les décideurs politiques. Différents systèmes de référence se croisent, et les décideurs sont soumis à de nombreuses influences comme le poids des milliardaires de la tech, visible dans le film. Entre scientifiques, nous vivons des moments de remises en question mais nous en discutons sans arrêt. Comment se saisir des opportunités médiatiques qu'on nous offre ? Pour susciter la curiosité et partager les connaissances, comment s'exprimer de façon technique tout en restant accessible ?

A quoi est due la difficulté de la parole scientifique à se faire entendre ?

Nous vivons dans une société du spectacle qui mélange information et divertissement et dans laquelle il est difficile d'aborder des sujets sérieux et graves. C'est souvent le buzz qui l'emporte. Par exemple, ce film fait davantage parler de lui – je l'ai constaté sur Twitter – que le [dernier rapport du Giec](#). Les médias, sociaux notamment, relaient plus facilement, sur un ton anxiogène, des phénomènes marginaux ou polémiques. La [désinformation climatosceptique](#) circule aussi largement, bien plus que les connaissances techniques.

Dans le film, il est question de «média training». Est-ce à la parole scientifique de changer de registre, de trouver le juste milieu entre raison et émotion ?

C'est aussi compliqué pour les médias que pour les scientifiques, qui ne sont pas formés à cette prise de parole publique et doivent sortir de leur bulle de confort. Je ressens parfois la volonté d'exprimer mes émotions avec sincérité, mon incompréhension ou ma frustration. Si je reste froide et rationnelle, cela peut être désengageant. A l'inverse, si je m'emballe, je serais perçue comme irrationnelle, peu crédible voire hystérique, comme le personnage de Jennifer Lawrence dans *Don't Look Up*, et comme exprimant une opinion plus qu'une analyse fondée. Le risque existe de prendre goût à la lumière des projecteurs et d'oublier son éthique, comme manque de le faire Leonardo DiCaprio dans le film, d'être instrumentalisé par une forme de story-telling politique ou au service d'intérêt privé. Dans le film, un milliardaire s'appuie sur des savants très reconnus pour promouvoir des solutions qui n'ont pas fait l'objet de validation scientifique mais qui sont associées à d'énormes bénéfices économiques.

³ Libération le 10 janvier 2022. Valérie Masson-Delmotte est paléoclimatologue et membre du Giec

Ouvrir les yeux

Questions à Wolfgang Cramer⁴

Le second volet du sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) vient d'être publié. Quelle est la différence avec celui qui est sorti l'année dernière ?

Le Giec est composé de trois groupes, traitant chacun d'un volet du rapport. [Le premier, publié en août 2021](#), concerne surtout la physique du climat. Le second groupe vient tout juste finaliser ses travaux, son rapport intègre des questions d'écologie, de la vulnérabilité humaine face aux risques et de l'adaptation. Le troisième groupe recherche quant à lui des moyens d'atténuer le réchauffement climatique et de ses conséquences, dans un rapport prévu pour avril prochain. Les trois groupes ne sont cependant pas isolés et travaillent ensemble. Le groupe 1 prend de plus en plus en compte les dynamiques de la biosphère dans l'évolution du climat. Les scientifiques de multiples disciplines du groupe 2, auquel j'appartiens, intègrent de mieux en mieux les scénarios climatiques, aux échelles globales et régionales, dans leurs travaux. Nous utilisons toute la littérature scientifique concernant les impacts du changement climatique.

Ce nouveau volet montre par exemple une meilleure compréhension des conséquences des épisodes climatiques extrêmes, comme les sécheresses et les tempêtes, sur la nature et sur les populations humaines. Nous regardons ainsi comment le changement climatique affecte, et affectera, les écosystèmes et les hydrosystèmes, mais aussi les aspects sociaux et économiques impactés par le climat changeant et les perturbations des écosystèmes.

Nous nous intéressons également à l'adaptation, pour savoir si les écosystèmes, mais aussi toute activité humaine, vont pouvoir s'ajuster naturellement ou par des actions spécifiques à tous ces changements. Mais la réponse à cette question touche souvent à des limites « dures », car l'évolution climatique est trop rapide pour, par exemple, le renforcement des digues face à la hausse du niveau de la mer. Ces travaux montrent également que la capacité des sociétés humaines à s'adapter diffère beaucoup entre des pays du Nord et du Sud, et même à l'intérieur d'un même État.

Quelles en sont les principales conclusions de ce second volet du 6^e Rapport du GIEC ?

« Par des moyens scientifiques d'attribution formelle, nous montrons que les impacts du changement climatique sont manifestes dans la plupart des écosystèmes, des hydrosystèmes et des sociétés humaines. Nous avons déjà constaté beaucoup d'impacts lors du précédent volet, mais nous avons maintenant encore plus de certitudes et d'observations pour appuyer nos déclarations. Nous voyons cela notamment à travers les événements extrêmes, comme les canicules, les sécheresses ou les tempêtes.

Les efforts d'adaptation au réchauffement climatique restent insuffisants, notamment à cause des coûts qui augmentent en même temps que les températures.

Les progrès de la science depuis le dernier rapport du Giec, il y a sept ans, nous ont permis de démontrer que ces catastrophes sont de plus en plus courantes et que cette hausse est due, dans un grand nombre de cas, à l'activité humaine. Nous montrons également que la plupart des tendances et les projections des précédents rapports du Giec se sont confirmées, ou ont été en dessous de la réalité : la situation s'est significativement aggravée.

Je constate par exemple que la hausse du niveau de la Méditerranée s'accélère et provoque des changements du littoral plus violents que prévu lors du dernier rapport. La vulnérabilité du littoral méditerranéen, pour ses écosystèmes comme pour les installations humaines et le patrimoine, est particulièrement importante car, jusqu'ici, la mer ne montrait que de faibles marées et rarement de grosses tempêtes touchant les côtes. Le niveau pourrait monter d'un mètre d'ici à la fin du siècle, comme partout dans le monde, ce qui serait catastrophique car les villes n'ont absolument pas été conçues pour y faire face. On pense bien sûr à Venise (Italie), mais la plupart des cités côtières sont en fait menacées, et en particulier Alexandrie (Égypte) et ses cinq millions d'habitants. »

⁴ Extrait d'un article de Martin Koppe pour le Journal du CNRS, 28 février 2022. Wolfgang Cramer est directeur de recherche au CNRS, à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (IMBE, unité CNRS/Aix-Marseille Université/Avignon Université/IRD).

Ouvrir les yeux

Quelle est la position du gouvernement français ?

Communiqué du Ministère de l'écologie⁵ :

« Le rapport du GIEC est inquiétant : les événements climatiques extrêmes (vagues de chaleur, fortes précipitations, inondations, cyclones tropicaux intenses, sécheresses, incendies), effets du changement climatique causés par l'homme, ont déjà des impacts importants sur les populations, les écosystèmes et les infrastructures. Les conséquences sur l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire, la santé, le fonctionnement des économies et la biodiversité sont très graves.

Les risques s'aggraveront avec l'augmentation du réchauffement climatique, dans toutes les régions du monde. Le rapport souligne qu'au-delà de 1,5°C de réchauffement, le changement climatique aura des impacts irréversibles, notamment sur la biodiversité. Pour le GIEC, des solutions d'adaptation existent mais elles nécessitent une transformation systémique. Parmi ces solutions, il y a notamment la mise en place de systèmes d'alerte précoce ou encore des solutions fondées sur la nature, qui ont des co-bénéfices pour la biodiversité, le climat et les populations. Retarder ces actions et les politiques nécessaires à leur mise en œuvre compromet leur efficacité, diminue leur potentiel et augmente leur coût. »

⁵ Extrait de : <https://www.ecologie.gouv.fr/publication-du-nouveau-rapport-du-giec-france-rappelle-necessite-poursuivre-baisse-des-emissions>

Ouvrir les yeux

RN147, débat public local : L'autoroute n'est pas la solution ! Pour des travaux dimensionnés à notre avenir sous la menace climatique ! ⁶

Le projet de création d'une autoroute soulève de nombreuses divergences, comme le montrent les débats autour de cette concertation. Beaucoup réagissent, avec des raisons légitimes, sur le danger de la route, l'enclavement, le retard et l'oubli du territoire par les politiques publiques. Mais la vision de l'avenir peut-elle contribuer à ne pas répéter des erreurs du passé ?

Une question primordiale est de savoir si ce projet est adapté à notre avenir climatique.(...)

Les politiques climatiques actuelles conduisent à un réchauffement d'environ +2,7°C d'ici à la fin du siècle, bien au-delà de l'objectif de l'Accord de Paris. Le 15 novembre dernier, la déclaration finale de la COP26, a adopté un renforcement des objectifs européens qui visent désormais une baisse de 55% des émissions, à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 1990.¹

En Limousin nous avons observé depuis vingt ans l'augmentation de 34% du nombre de jours de chaleur, avec une baisse énorme de l'humidité des sols, entraînant l'inexorable avancée, année après année, des arrêts-sécheresse. D'ici la fin du siècle, c'est une augmentation de +3,6°C des températures moyennes en été qui est prévisible, avec des températures à plus de 40°C en plein été et des canicules plus longues.² (...)

Que faire ?

3.1. Améliorer rapidement la sécurité de la RN147 par des travaux adaptés

Des zones de dépassement en sécurité sont nécessaires ainsi que des aménagements de type viaduc pour quelques franchissements de rivières, telle que la traversée du Vincou. Le bilan carbone des portions CPER⁶ est aussi important à considérer afin d'étudier sa limitation.

3.2. Mettre à disposition du public l'évaluation des émissions de GES liées au projet

Sans attendre, nous avons tenté de faire une évaluation, avec nos moyens limités. Cette estimation⁸, réalisée à partir des données du Dossier de concertation, montre qu'aucun des scénarios ne permet de tenir le budget carbone fixé par la loi climat-énergie votée en 2019.

Le scénario de l'autoroute apparaît plus émissif, par la construction, l'augmentation du trafic et l'augmentation de vitesse. Le scénario alternatif à 110 est plus émissif avec une forte augmentation du trafic poids-lourds.

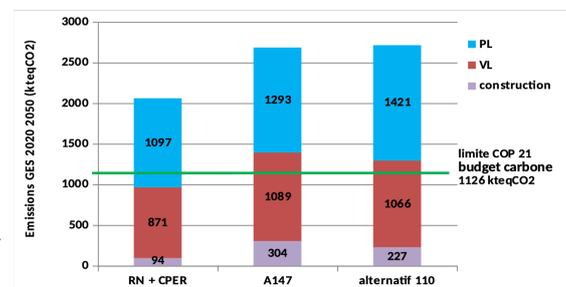
Le scénario RN147 + aménagements CPER présente un bilan moins mauvais mais dépasse le budget carbone pour respecter les engagements de la France.

3.3 Adapter la voie ferrée aux besoins des voyageurs

Les débats ont montré l'intérêt de rénover le TER Poitiers-Limoges car la hausse du coût des carburants pèse sur tous ceux qui n'ont pas d'autres choix que la voiture.

Ecrire que « le train ne suffit pas » (page 50 du Dossier de concertation) revient à passer sous silence de nombreuses possibilités pour créer des liaisons inter-modales adaptées. Exemples:

- créer une station SNCF à l'entrée nord de Couzeix, proche de l'aire de co-voiturage qui permettrait de relier le TER avec la ligne 11 de bus de Couzeix-Océalim à Landouge ?
- faire une seconde station du côté d'Uzurat, afin de permettre aux voyageurs de rallier la zone industrielle nord, où se trouvent de nombreuses entreprises ?
- à terme, *la mise en service d'un tram-train⁹*, en augmentant les fréquences, en améliorant la qualité de service, ne permettrait-elle pas, pour les 13 700 personnes qui transitent chaque jour soit vers Limoges, soit vers Poitiers, une alternative à la voiture individuelle ?



⁶ Extrait de la contribution d'ALDER Climat-Energie, publiée sur le site de la concertation : <https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/contributions-portees-a-la-concertation-a13755.html>



Forêts de Bourgogne: la mort de l'hêtre aimé ⁷

La «migration assistée» est mise en œuvre avec la plantation de chênes pubescents, plus résistants aux gelées tardives et à la sécheresse, en forêt domaniale de Duesme, en Côte-d'Or. (© Claire Jachymiak/Hans Lucas pour Libération)

C'est une scène de désolation totale. Un choc. Il y a quatre ans, la forêt domaniale de Jugny, en Côte-d'Or, à environ 50 km au nord-ouest de Dijon, était encore luxuriante, avec ses grands hêtres qui prospéraient naturellement depuis la fin de la dernière glaciation, voilà environ 10 000 ans. Désormais, ce ne sont que troncs pelés et cassés, branches à terre, tristes pantins démembrés et étêtés. Ceux qui tiennent toujours debout sont en réalité déjà des cadavres ou sont mourants. La plupart portent de petites boules noires sur leurs branches, les bogues dans lesquelles se trouvent les fânes, les fruits du hêtre. *«Elles ne devraient pas être là en hiver, c'est signe que les branches sont mortes, soupire Lilian Duband, l'ingénieur forestier de 28 ans qui nous a conduit ici. C'est la cata, ça fait mal au cœur.»*

Ecorce d'épicéa attaqué par le scolyte typographe, le plus dangereux pour ces espèces, dans la forêt domaniale de Jugny. Lilian Duband est «chargé de mission changements climatiques : reconstitution et sylviculture» à la direction territoriale Bourgogne-Franche-Comté de l'Office national des forêts (ONF). (Florence Brochoire/Hans Lucas pour Libération)

Stress climatique

Pourquoi un tel désastre, aussi fulgurant ? L'année 2021 arrosée n'a pas pu compenser **trois années de chaleurs** et de sécheresses exceptionnelles, de 2018 à 2020. *«Quand le sol et l'atmosphère sont trop secs, des bulles d'air se forment dans les vaisseaux et la sève ne peut plus circuler, cela fait comme une embolie. Ils ne meurent pas en une année, mais s'ils subissent un autre stress climatique les années suivantes, c'est trop»*, explique Lilian Duband. D'autant que les arbres ainsi affaiblis sont attaqués par des champignons, qui dégradent très vite le bois et leur donnent le coup de grâce. Résultat, les hêtres de la forêt de Jugny finissent désormais en bois de chauffage, alors qu'ils étaient destinés à des usages plus nobles, notamment en ameublement.

⁷ Extrait d'un article de Libération, publié le 1er mars 2022

Ouvrir les yeux

Dominique Bourg⁸, Uchronie :

Nous sommes au début des années 1970. Le GIEC vient de publier son énième rapport. Le climat est depuis le début de la décennie celui que nous connaissons nous-mêmes depuis 2018. Les événements extrêmes s'affolent.

Après le coup de semonce du GIEC, la publication du premier rapport de l'IPBES (Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) sur la chute des populations d'insectes et celle du rapport [Meadows](#) sur la raréfaction des ressources, suscitent un immense écho international. La Communauté européenne adopte [le plan Mansholt](#) de décroissance de la zone, juste avant la tenue d'une COP à Bonn (Allemagne).

Pourquoi un déphasage de quelques décennies entre évolution des sociétés et dérèglement climatique aurait probablement permis ce que nous sommes incapables d'apporter aujourd'hui, soit une réponse vigoureuse ? Pour influencer sur le quotidien et gouverner avec les citoyens, il faut être global (à l'échelle locale des choses se font, mais elles ne constituent que des micropoches). Or, au global, se pose actuellement le problème de la réception d'informations utiles et pertinentes.

Darwin et Einstein vs Musk et Bezos

Qu'en était-il dans les années 1970 ? Il n'existe alors ni Web, ni réseaux sociaux, seulement quelques chaînes de télévision publiques, avec peu de publicité. Pas de concurrence entre des chaînes marchandes. S'y ajoutent quelques radios. Les médias sont donc généralistes, ils s'adressent à toute la société. Ils construisent ainsi au quotidien un monde grosso modo factuellement commun. Pas de niches en termes d'âge, d'opinion, etc., et un complotisme marginal, contrairement à la situation en 2022.

A l'époque, les scientifiques en imposent encore, et les héros populaires sont Darwin et Einstein, et non des hommes d'affaires, à l'instar de Musk et de Bezos aujourd'hui. Enfin, le clivage Est-Ouest permet un cadrage lisible et partagé des grandes options idéologiques. Le poids cumulé des données scientifiques sur l'état de la planète eut été tout autre. A contrario, il suffit de regarder la façon dont l'information est traitée dans le tout récent film [Don't Look Up](#)... pas même une parodie. La trajectoire d'une comète menace la Terre de destruction, l'information est tournée en dérision, des forces politiques encouragent les citoyens à ne pas regarder le ciel !

Autre raison, la proximité dans les mémoires de la nature sensible, des paysages traditionnels, du monde animal domestique ou sauvage. Les hommes au pouvoir dans les années 1970 ont en effet connu la France précédant le remembrement avec ses campagnes traditionnelles, et même celle d'avant les « trente glorieuses ». L'idée que cette nature puisse être détruite rapidement y aurait eu une tout autre résonance que pour des générations nées au milieu d'artefacts, entre béton et écrans.

Réduire les effets pervers

J'en veux pour preuve l'amour des arbres de Pompidou, sa sensibilité à la « précarité de notre univers terrestre », et sa défense d'une « morale de l'environnement ». Les autoroutes et la vitesse d'un côté, les départementales bordées de platanes et les paysages de l'autre. Plus généralement, pour cette génération, l'idée que la modernité puisse nuire au bien-être, à son fondement naturel et paysager, était inaudible. Or, c'est précisément ce qu'elle aurait été contrainte de ressentir avec le déphasage que je propose. Je gage que la prise de conscience eut été effective. De toute évidence, nous, nous ne ressentons désormais plus rien.

Alors que faire pour réduire les effets les plus pervers de la fragmentation du paysage de l'information ?

A minima, une réforme vigoureuse du système de l'information avec, en premier lieu, une Agence européenne indépendante de l'Internet, sur fonds publics, se substituant à Google et à YouTube, rendue obligatoire pour tous les services publics européens, avec des algorithmes transparents et disponibles ; secundo, la fin de l'anonymat sur les réseaux sociaux pour les individus, et une identité existant hors réseau, identifiable, pour les personnes morales ; tertio, pour les chaînes publiques, l'obligation d'afficher systématiquement les compétences de ceux qui s'expriment, à savoir la formation, la fonction et les sujets étudiés (livres, articles, rapports, enquêtes). Enfin, instituer une commission de déontologie concernant l'information diffusée par les chaînes commerciales avec droit d'objection et demande des sources sur les plateaux.

⁸ Dominique Bourg est philosophe et professeur honoraire à l'université de Lausanne (Suisse)

Médias et politiques se fichent du rapport du Giec

Le silence⁹. Voici quatre jours que le rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) [a été publié](#), et, malgré ses conclusions alarmantes, il n'a suscité que très peu de réactions.

Médiatiques, tout d'abord. Si certains titres de presse écrite (*Le Monde*, *Libération*, *Médiapart*...), ont consacré au rapport de longs articles de décryptage, le jour de sa sortie, le 28 février, les journaux télévisés n'ont pas montré le même intérêt. La publication du document n'a tout simplement pas été évoquée sur TF1 et M6. Sur France 2 et France 3, les journalistes se sont contentés de le mentionner rapidement.

« *Bilan pour cette journée de publication du rapport du Giec dans les JT : 0 auteur du rapport invité en plateau ou en visio, 0 journaliste environnement en plateau, 0 interview d'auteurs du rapport ou d'autre scientifique dans un reportage* », a déploré [dans un tweet](#)

Véronique Etienne, membre [du collectif](#) « *Plus de climat dans les médias* ». Une bien maigre couverture pour un rapport qui affirme que les conséquences du changement climatique se sont amplifiées, et qu'elles vont s'accélérer quoi qu'il arrive.

Un choix éditorial

Certes, l'actualité de la guerre en Ukraine occupe (à juste titre) une grande place dans les médias. Mais les JT n'ayant même pas mentionné le rapport du Giec ont pourtant trouvé le temps de diffuser un reportage sur le carnaval de Venise, ou le succès des poêles à granulés. Le problème vient donc d'un manque d'envie ou de formation sur la question climatique, plutôt que d'une absence de place dans les journaux. Par exemple, *Reporterre* avait choisi de publier lundi 28 février quatre articles autour du rapport du Giec, tout en publiant d'autres articles relatifs à la guerre en Ukraine. L'information présentée au public découle toujours d'un choix rédactionnel.

(...)

En août 2021, la publication [du premier volet du rapport](#) avait déjà été éclipsée par l'arrivée du footballeur Lionel Messi au club du Paris-Saint-Germain.

Les réactions politiques n'ont pas été plus nombreuses cette semaine : seuls quelques candidats à l'élection présidentielle se sont exprimé sur le sujet. « *La guerre au pire moment, quand il faudrait s'unir face au chaos climatique. Énième alerte du GIEC : il faut bifurquer d'urgence* », a réagi Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) [dans un tweet](#). « *Nous devons agir, dès maintenant* », [a affirmé](#) le candidat écologiste Yannick Jadot. Même son de cloche pour Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste) : « *Plus que jamais, justice sociale et justice climatique sont indissociables* », a-t-il rappelé dans un communiqué. « *Le rapport du Giec est alarmant*, a déclaré Anne Hidalgo (Parti socialiste) [sur Twitter](#). *Les conséquences directes sur nos vies sont et seront dramatiques. Sortons de l'inaction climatique et agissons urgemment pour protéger notre biodiversité.* »

Aucun commentaire, en revanche, des candidats de droite à l'élection présidentielle, ni du président de la République Emmanuel Macron, qui a pourtant eu le temps de saluer une information à ses yeux plus considérable que le changement climatique : [le décès de l'animateur Jean-Pierre Pernaut](#).



⁹ Article publié par Reporterre le 4 mars 2022